

11. Question de Mme Katrin Jadin au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, sur "les élections turques" (n° 26402)

11.03 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le président, j'ai également eu l'occasion à différentes reprises de m'intéresser à la situation en Turquie. Une délégation parlementaire s'est rendue dans ce pays en septembre dernier, ce qui nous a permis de prendre le pouls à propos de la situation de la société turque et d'échanger des idées avec les différents parlementaires.

Ma question va dans le même sens car, en ma qualité de membre de l'assemblée parlementaire de l'OSCE, nous avons eu dernièrement à Berlin, l'occasion de faire informellement le point sur la situation. Différents propos ont été tenus car, selon certains observateurs de la mission, les entraves aux libertés fondamentales auraient été constatées et auraient eu un impact sur les élections.

La haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini, a ajouté que "le cadre juridique restrictif et les pouvoirs conférés par l'état d'urgence en cours restreignent les libertés de réunion et d'expression, y compris dans les médias". Ces dires n'ont pas facilité la campagne de certains candidats.

Quels sont les éléments auxquels ont fait référence les observateurs de l'*Organization for Security and Cooperation in Europe* (OSCE)? Quel a été l'impact de l'état d'urgence sur le processus électoral? Cette élection marquera-t-elle un *statu quo* dans la relation entre l'UE et la Turquie ou implique-t-elle des changements?

11.04 **Didier Reynders**, ministre: Chers collègues, je vous remercie de me donner l'occasion d'aborder les résultats des élections législatives et présidentielle anticipées du 24 juin et leur implication sur l'avenir des relations entre la Turquie, d'une part, la Belgique et l'Union européenne, d'autre part. Ces élections revêtaient un caractère crucial pour la Turquie puisqu'elles marquaient l'entrée en vigueur du nouveau système présidentiel approuvé par référendum en avril 2017.

Sur les élections elles-mêmes, nous devons tout d'abord nous féliciter du taux extrêmement élevé de participation, plus de 86 % des électeurs turcs se sont rendus aux urnes. Cette mobilisation exceptionnelle, confirmée par les observateurs, déployée notamment par l'OSCE témoigne du fort attachement du peuple turc au processus démocratique. Comme l'ont évalué les membres de la mission en observation électorale de l'OSCE, les électeurs ont eu un véritable choix parmi un large éventail de candidats et de partis en lice.

Het rapport van de OVSE onderstreept echter ook dat de verkiezingscampagne niet aan alle partijen dezelfde mogelijkheden bood met betrekking tot de toegang tot de media en berichtgeving over campagneactiviteiten.

Bovendien heeft de uitvoerende macht door middel van bijzondere machten in het kader van de noodtoestand de vrijheid van meningsuiting beperkt. Zoals de High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy Mogherini reeds aangaf in haar verklaring van 25 juni is het aan Turkije om zo snel mogelijk de voornaamste lacunes inzake de rechtsstaat en de fundamentele rechten aan te pakken.

À la suite de Mme Mogherini, je peux également partager avec vous les questions fondamentales que suscite l'entrée en vigueur du nouveau système présidentiel. La commission de Venise du Conseil de l'Europe avait déjà, dès mars 2017, formulé des critiques sérieuses sur ce nouveau système présidentiel et ses implications pour la démocratie turque. La Commission de Venise avait ainsi estimé que les amendements constitutionnels introduisaient en Turquie un régime qui ne disposerait pas des freins et contrepoids nécessaires pour éviter de glisser vers un régime autoritaire, les lacunes en matière de séparation de pouvoirs et d'indépendance du judiciaire représentant à cet égard des motifs particuliers d'inquiétude.

Welk gevolg moeten wij nu hieraan geven? Zoals de Raad Algemene Zaken van de EU al aangaf op 26 juni is en blijft Turkije een belangrijke partner voor de Europese Unie, maar men kan slechts vaststellen dat Turkije, zoals de conclusies ook aangeven, zich verder van de Europese Unie heeft verwijderd.

De toetredingsonderhandelingen met Turkije liggen feitelijk stil. Geen enkel hoofdstuk wordt overwogen voor opening of sluiting.

Ook de voorbereidende werkzaamheden voor een modernisering van de douane-unie zijn opgeschort.

La position de la Belgique est très claire à cet égard, tant au sein des institutions européennes que dans les enceintes du Conseil de l'Europe. Nous plaidons fortement pour la levée de l'état d'urgence qui serait une première étape vers un retour à l'État de droit et aux valeurs démocratiques. Nous espérons, par ailleurs, que la Turquie se réengagera avec les différents interlocuteurs au sein du Conseil de l'Europe qui dispose de l'expertise et de l'autorité pour accompagner le pays vers le retour à la normalité et le respect de ses obligations internationales.

Wij hebben al een aantal opmerkingen in de EU en de NAVO over de situatie in Syrië gemaakt. Wij vinden het normaal dat bondgenoten in de NAVO een open gesprek voeren over de acties van Turkije op Syrisch grondgebied. Ik heb hierover een reactie gegeven in de EU en in de vergadering van de NAVO.

Ik hoop dat wij een normalisatie kunnen bereiken, maar wij hebben nog geen duidelijke indicatie van de Turkse president of de regering gekregen.

Ik denk dat Turkije een zeer belangrijke partner is omwille van verschillende redenen, niet alleen voor de defensie binnen de NAVO, maar ook voor de migratie en andere veiligheidsproblemen zoals de buitenlandse strijders die vanuit Syrië of Irak langs Turkije willen terugkomen.

Op dit moment is het echter onmogelijk om verder te gaan in het dossier van de toetreding van Turkije tot de EU. Het is onmogelijk om een normale relatie met Turkije te hebben zonder dat er in Turkije iets verandert. Wij proberen een dialoog te voeren, evenals onze Europese partners, maar ik moet zeggen dat het niet gemakkelijk is.

11.07 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie également pour les réponses apportées. Je suis tout à fait d'accord quand vous dites qu'il faut rester prudent, qu'il faut continuer à observer et que, malgré tout, le partenariat que nous devons avoir, Belgique ou Union européenne avec la Turquie, est évidemment important à plus d'un titre, au vu de nos relations commerciales mais aussi pour tout ce qui a trait à la politique de sécurité. Ceci reste important. Un lien continuera évidemment à se tisser.

Je constate quand même que des impulsions positives sont sorties, y compris des urnes et la forte participation de la population turque témoigne de cette vigueur démocratique. Espérons que la situation évolue de manière plus positive !

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.